



Le 30 mai 2023, Amsterdam, Pays-Bas

À l'attention du : Comité du Label ISR

De la part de : Van Lanschot Kempen Investment Management

Objet : Observations en réponse à la consultation sur les modifications proposées concernant les exigences relatives au label ISR

Chère Madame, cher Monsieur,

Van Lanschot Kempen Investment Management est une société de gestion d'actifs spécialisée dans les stratégies d'investissement et la gestion fiduciaire. Depuis 1991, nous nous employons à faire fructifier les actifs de nos clients institutionnels et intermédiaires financiers en investissant dans des actions de petites capitalisations, à dividendes élevés et durables, ainsi que dans des stratégies d'actifs réels, de titres de crédit et d'investissements alternatifs. Depuis 2004, nous offrons une gestion fiduciaire sur mesure aux fonds de pension, aux compagnies d'assurance, aux fondations et aux family offices, laquelle comprend des services de conseil et d'allocation d'actifs, des approches ESG, des solutions de construction et d'analyse de portefeuilles, ainsi que la sélection et le suivi des gestionnaires.

Dans tous les aspects de notre activité, nous nous attachons à générer une surperformance stable sur le long terme en intégrant pleinement et systématiquement des critères de durabilité. Nos solutions investies en actions des marchés développés s'inscrivent dans le droit-fil de la transition climatique, nos portefeuilles obligataires comptent une gamme complète de biais ESG, et même nos solutions alternatives sont construites dans cet état d'esprit.

Plusieurs de nos fonds, à savoir les fonds Kempen (Lux) European Sustainable Small-cap Fund, Kempen (Lux) Euro Sustainable Credit Fund et Kempen (Lux) European Sustainable Equity Fund, sont détenteurs du label ISR.

Nous estimons qu'il est capital d'investir pour le compte de nos clients de manière durable, en œuvrant en faveur des grandes transitions de notre époque, en particulier les transitions relatives à l'énergie, à l'alimentation et aux matériaux, tout en ne nuisant pas de manière significative à d'autres enjeux de durabilité et en préservant une bonne gouvernance.

Nous sommes tenus de rendre compte de notre rôle de gestionnaire des capitaux de nos clients et sommes extrêmement soucieux de respecter les exigences du label ISR. C'est pourquoi nous saisissons cette occasion pour faire part de notre avis sur les changements proposés concernant les exigences associées au label ISR. Nous avons souhaité porter à votre connaissance **deux principaux sujets de préoccupation** :

## 1. Augmentation du seuil de sélectivité à 30%

L'approche actuelle consistant à appliquer un seuil de sélectivité de 20 % est conforme à notre approche d'investissement sur la base de laquelle nous excluons les entreprises compte tenu de leur implication dans certains produits, de controverses liées à leur conduite des affaires et de leur notation ESG. Tous les critères de sélectivité sont rétrospectifs. Toutefois, porter ce seuil à 30 % nous obligerait dès lors à exclure les entreprises en voie d'amélioration et les éventuelles gagnantes des transitions énergétique, alimentaire et matérielle. Nous considérons que le vote

et l'engagement sont des outils essentiels de notre approche en matière de *stewardship* et grâce auxquels nous pouvons collaborer avec les entreprises bénéficiaires de nos investissements en vue d'accélérer leur transformation. Dans la mesure où notre intégration des critères ESG consiste à combiner des critères rétrospectifs et prospectifs, le seuil de sélectivité de 30 % imposerait des limites excessives et empêcherait d'accélérer les transitions dont dépend notre bien-être collectif. En appliquant ce seuil plus élevé, nos portefeuilles seraient plus performants sur la base de facteurs rétrospectifs, mais nous ne serions pas en mesure d'apporter une amélioration réelle où le *stewardship* et l'actionnariat actif jouent un rôle central.

**2. Si la trajectoire initiale, les ressources et la gouvernance ne sont pas en phase avec l'Accord de Paris, l'entreprise ne peut pas être incluse dans le fonds**

Notre préoccupation ne porte pas sur le principe de cette exigence, mais sur sa temporalité. Cette exigence est particulièrement difficile à appliquer pour les « secteurs à fort impact sur le climat » pour lesquels il n'existe pas de consensus sur les exigences spécifiques à aligner sur la trajectoire de l'Accord de Paris. Nous connaissons bien sûr les exigences globales en matière de réduction des émissions, mais l'application à des secteurs tels que l'industrie manufacturière, l'entreposage, le commerce de gros et de détail reste à préciser. En l'absence d'un large consensus et de données fiables sur les engagements et les progrès réalisés, il n'existe de fait aucun moyen crédible de se conformer à cette exigence. Conférer à chaque gérant de fonds la possibilité de procéder à sa propre évaluation de l'adéquation de certains secteurs et entreprises sur ces trajectoires aurait pour effet de créer un paysage plutôt fragmenté, et ce, sans aucun moyen de favoriser des améliorations positives concrètes.

Pour des raisons de crédibilité de notre approche et parce que nous croyons fermement au rôle de l'actionnariat actif, nous craignons que les changements proposés - même s'ils sont tout à fait bien intentionnés - n'ouvrent la voie à des résultats très peu souhaitables.

Nous demeurons à votre entière disposition de manière à approfondir les points ci-dessus et répondre à vos éventuelles questions.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Isabelle Foy  
Head of Business Development France  
Van Lanschot Kempen Investment Management



Lars Dijkstra  
Chief Sustainability Officer  
Van Lanschot Kempen



Van Lanschot Kempen Investment Management NV a son siège social à Beethovenstraat 300, 1077 WZ Amsterdam. Elle est enregistrée au registre des commerces et sociétés néerlandais (Kamer van Koophandel) sous le numéro 33181992, et est autorisée en qualité de gestionnaire de fonds communs de placement (OPCVM et FIA) et de prestataire de services d'investissement. Van Lanschot Kempen Investment Management NV est régulée par l'autorité néerlandaise des marchés financiers (Autoriteit Financiële Markten) pour lesdites activités.

30 May 2023, Amsterdam, The Netherlands

To: ISR Label Committee

From: Van Lanschot Kempen Investment Management

Subject: Feedback to the consultation on the proposed changes to the ISR Label requirements

To whom it may concern,

Van Lanschot Kempen Investment Management is a specialist asset manager focused on investment strategies and fiduciary management. Since 1991, we have been committed to helping our institutional and wholesale clients by investing in small-cap, high-dividend and sustainable equities, real assets, credits and alternative investments. Since 2004, we have offered bespoke fiduciary management to pension funds, insurance companies, foundations and family offices, encompassing advice, asset allocation, ESG solutions, portfolio construction and analytics, along with manager selection and monitoring.

In every aspect of our business, we focus on delivering stable outperformance in the long run with sustainability criteria fully incorporated into everything we do. Our developed equities are climate transition aligned, our fixed income portfolios include a full spectrum of ESG tilts, and even our alternatives are constructed with this mindset.

Several of our funds, namely the Kempen (Lux) European Sustainable Small-cap fund, the Kempen (Lux) Euro Sustainable Credit Fund and the Kempen (Lux) European Sustainable Equity Fund are holders of the ISR label.

We consider it essential to invest on behalf of our clients sustainably, in a way that supports the great transitions of our time, most notably the energy, food and material transitions, while doing no significant harm of other sustainability issues and safeguarding good governance.

We are accountable for our role as stewards of our clients' capital and live up to the requirements of the ISR label with strong commitment. That is why we take this opportunity to give feedback on the proposed changes of the requirements associated with the ISR label. We have **two main concerns**:

#### **1. Increasing the selectivity threshold to 30%**

The current approach of applying a 20% selectivity threshold is aligned with our investment approach as we exclude companies based on product involvement, business conduct-related controversies and ESG rating. All of the selectivity criteria are backward looking. However, increasing this threshold to 30% would mean that we would need to exclude companies that are improvers, and potential winners or the energy, food or material transitions. We consider voting and engagement essential tools of our stewardship through which we can work with investee companies to accelerate their transformation. As our ESG integration approach combines backward and forward looking criteria, the 30% selectivity threshold would impose undue limitations and work against speeding up the transitions that our collective wellbeing depends

Van Lanschot Kempen Investment Management NV a son siège social à Beethovenstraat 300, 1077 WZ Amsterdam. Elle est enregistrée au registre des commerces et sociétés néerlandais (Kamer van Koophandel) sous le numéro 33181992, et est autorisée en qualité de gestionnaire de fonds communs de placement (OPCVM et FIA) et de prestataire de services d'investissement. Van Lanschot Kempen Investment Management NV est régulée par l'autorité néerlandaise des marchés financiers (Autoriteit Financiële Markten) pour lesdites activités.

on. By applying the higher threshold, our portfolio's would perform better based on backward looking factors, but we would effectively not be able to bring about a real-work improvement, in which stewardship and active ownership play a pivotal role.

**2. If the initial trajectory, resources and governance are not consistent with the Paris Agreement, the company cannot be included in the fund**

Our concern is not about the principle of this requirement, but about its timing. The requirement is particularly difficult to apply for those of the 'high climate impact sectors' where a consensus is not available on the specific requirements to be aligned with the trajectory of the Paris Agreement. We know of course the global emission reduction requirements, but the application for sectors such as manufacturing, storage, wholesale and retail trade remains to be worked out in greater detail. In the absence of a broad agreement, and also lack of availability of reliable data on the commitments and progress, there is effectively no credible way to comply with this requirement. By giving individual fund managers the possibility of making their own assessment of the alignment of certain sectors and companies with these trajectories, a rather fragmented landscape would emerge without the ability to drive positive real-world improvements.

For reasons of credibility of our approach and our strong belief in the role of active ownership, we are concerned the proposed changes - although absolutely well intended - would lead to highly undesirable outcomes.

We remain at your disposal for further elaborating on the above points and answering possible questions you may have.

Sincerely,

Isabelle Foy  
Head of Business Development France  
Van Lanschot Kempen Investment Management



Lars Dijkstra  
Chief Sustainability Officer  
Van Lanschot Kempen

